



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 13/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOC PHOSALU REVETEMENT METAUX

202 RUE DES CABOEUFs
BP 50
92234 Gennevilliers

Références : 31178
Code AIOT : 0006506290

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement SOC PHOSALU REVETEMENT METAUX (ci-après dénommé « Phosalu »), implanté 202 RUE DES CABOEUFs BP 50 92234 Gennevilliers. L'inspection a été annoncée le 15/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société Phosalu était spécialisée dans le traitement de surfaces de métaux par voie chimique, soumis à autorisation.

La société SNCF Réseau, propriétaire du terrain, a demandé à la société Phosalu de le libérer au 1^{er} janvier 2025, pour l'utiliser à son profit jusqu'en 2031 dans le cadre des travaux nécessaires à l'interconnexion entre la gare RER des Grésillons et la future gare de la ligne 15 Ouest.

Aussi, par courrier du 22/05/2024, la société Phosalu a informé le préfet de la mise à l'arrêt de ses activités le 31/08/2024. L'exploitant a informé dans second courrier du 31/07/2024 que l'arrêt définitif des activités avait eu lieu ce même jour.

Une visite d'inspection a eu lieu le 19/06/2025 sur le site pour constater les actions mises en place dans le cadre de la mise en sécurité. Plusieurs non-conformités ont été relevées (limitations d'accès, informations à la préfecture et au maire, absence d'ATTES-SECUR, surveillance des effets de l'installation sur son environnement – cf. notre rapport du 04/07/2025). Un arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2025-269 du 28 juillet 2025 a donc été pris à l'encontre de la société Phosalu.

Par ailleurs, des pollutions significatives du sol et du sous-sol sont déjà identifiées (étude environnementale rapport n° 240606 du 20/03/2025) :

- État des milieux :
 - dans les sols, contamination en hydrocarbures, pollution en métaux dont le Chrome VI, impacts en TCE et en cyanures, dépassement en métaux lixiviables ;
 - dans les eaux souterraines, contamination par les solvants chlorés, mise en évidence de TCE, quantification en cyanure ;
 - dans les gaz du sol, contamination en COHV, BTEX et hydrocarbures totaux.
- Le bureau d'études conclut à la comptabilité du site avec un usage industriel (voie d'exposition par inhalation de vapeurs à l'intérieur pour un adulte travailleur). Toutefois, l'inspection des installations classées remarque que la pollution par les solvants chlorés dans la nappe d'eau superficielle étant significative, un risque de migration ne peut être écarté.
- Le bureau d'études propose d'excaver et d'évacuer les terres polluées hors site dans le but de traiter les zones de pollution concentrée. À l'oral, il a indiqué à l'inspection que de tels travaux peuvent nécessiter de 15 jours à un mois de chantier.
- De mesures à caractère de restriction d'usage sont également proposées : pérennité du recouvrement du sol, garder la mémoire de la pollution dans les actes notariés pour les sols et réalisation d'une nouvelle campagne de prélèvement de gaz du sol en période estivale.

SNCF Réseau a fait savoir qu'elle n'avait pas l'intention de se constituer tiers-demandeuse pour la remise en état du site, mais que, toutefois, elle souhaite reprendre jouissance complète du site dès janvier 2026 en différant les opérations de remise en état à la fin de ses propres activités.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées rappelle :

- que la société Phosalu reste débitrice de l'obligation de remise en état prévue par l'article L. 512- 6-1 du code de l'environnement, pour un usage industriel, et à ce titre l'unique interlocuteur du Préfet des Hauts-de-Seine et de l'inspection des installations classées ,
- que la société SNCF Réseau n'a pas qualité pour formuler une demande de différé de remise en état ;
- que la société Phosalu n'a pas non plus la possibilité de demander un tel différé prévu par l'article R. 512-39 du code de l'environnement, puisque sa cessation d'activité libère les terrains ;
- qu'elle se fondera sur la seule situation technique et sur les objectifs fixés par les articles L. 511-1 et L. 512-6-1 pour se prononcer sur les opérations de dépollution.

Voir aussi, sur ces points, notre note du 19/09/2025.

S'agissant de la présente inspection du 23/10/2025, son objectif était de constater l'avancement des actions en réponse aux non-conformités relevées dans l'arrêté de mise en demeure du 28/07/2025.

L'inspection s'est tenue sur le site de Phosalu. Lors de la précédente inspection, le terrain était à l'état de friche, les bâtiments avaient été détruits et les déchets évacués.

Le terrain est déjà utilisé et a été aménagé par la société SNCF Réseau pour le passage des camions desservant les travaux d'interconnexion entre la gare RER des Grésillons et la future gare de la ligne 15 Ouest. SNCF Réseau prévoit d'utiliser le terrain jusque fin 2030 – début 2031, date à laquelle elle propose de remettre le site à la disposition de la société Phosalu pour les travaux de dépollution.

L'inspection des installations classées a rappelé à la société Phosalu que la réhabilitation du site doit être réalisée et que le calendrier prévu associé doit être présenté dans le mémoire de réhabilitation. Elle pourra alors se prononcer sur la pertinence des propositions faites, en s'assurant de la protection des intérêts mentionnés à l'article à l'article L.511-1 avant, pendant et après les travaux de réhabilitation.

Dans l'attente, l'inspection des installations classées maintient toutes réserves sur la demande de différé de remise en état.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOC PHOSALU REVETEMENT METAUX
- 202 RUE DES CABOEUFs BP 50 92234 Gennevilliers
- Code AIOT : 0006506290
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en sécurité - Intrusion sur le site	AP de Mise en Demeure du 28/08/2025, article Article 1	Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure	Immédiat
2	Notification Arrêt définitif	Code de l'environnement du 22/05/2024, article Article R 512-39-1 alinéa II	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Notification au maire	Code de l'environnement du 22/05/2024, article Article R 512-39-2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Attestation mise en sécurité	Code de l'environnement du 22/05/2024, article Article R 512-39-1 alinéa III	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Effets de l'installation sur son environnement	Code de l'environnement du 22/05/2024, article Article R 512-75 alinéa IV.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Mémoire de réhabilitation	Code de l'environnement du 19/08/2021, article Article R.512-39-3 alinéa I	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a évolué depuis la dernière inspection. Il est passé d'une fiche industrielle à une voie d'accès pour un chantier situé derrière l'emprise de l'ancienne ICPE.

L'exploitant a répondu à la mise en demeure puisque la limitation d'accès a été constatée. Toutefois, plusieurs réponses aux non-conformités n'étaient pas complètes pour considérer cette mise en sécurité satisfaisante, en particulier sur les points suivants :

- la transmission de l'attestation dite « ATTES-SECUR » ;
- l'information à la préfecture (Bureau de l'environnement) des mesures prises pour la mise en sécurité ;
- la transmission au maire des études environnementales au maire ;
- la surveillance des effets de l'installation sur les eaux souterraines et son environnement ;
- la transmission du mémoire de réhabilitation et de l'attestation dite "ATTES-MEMOIRE".

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité - Intrusion sur le site

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/08/2025, article Article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activités - Mise en sécurité
Prescription contrôlée : La société PHOSALU [...] doit corriger les points d'entrée, de circulation et de sortie afin d'empêcher toute intrusion sur le site et en permettre l'accès aux sapeurs pompiers et elle doit fermer les locaux sanitaires afin de prévenir tout acte d'intrusion.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté sur place que : <ul style="list-style-type: none">• le portail était sécurisé par un cadenas ;• les ouvertures dans le grillage ont été clôturées ;• les sanitaires ont été recouverts par un talus de terre. Il n'y a donc plus aucun risque d'intrusion ;• la porte de l'issue de secours n'existe plus. Un grillage est présent à la place. Le mur au fond du site a été détruit dans le cadre du chantier SNCF. L'inspection a constaté que l'emprise du chantier qui comprend l'emprise du site de Phosalu était clôturée.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Notification Arrêt définitif

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/05/2024, article Article R 512-39-1 alinéa II
Thème(s) : Risques chroniques, Notification Arrêt définitif
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/06/2025 ;• type de suites qui avaient été actées : Avec suites ;• suite qui avait été actée : Demande de justificatif à l'exploitant ;• date d'échéance qui a été retenue : 2 mois.
Prescription contrôlée : <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p>
Constats : <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a déclaré ne pas avoir informé la préfecture des mesures de mise en sécurité prévues et réalisées.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmettra une copie des éléments envoyés à la préfecture mentionnant les points ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Notification au maire

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/05/2024, article Article R 512-39-2
Thème(s) : Risques chroniques, Notification au maire
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/06/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite qui avait été actée : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 2 mois
Prescription contrôlée : <p>II.- Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis le 24/07/2025 une lettre envoyée à la mairie de Gennevilliers. Elle contient la date de cessation d'activités, l'information de l'enlèvement des déchets et de la démolition du bâtiment. Elle contient également l'information de l'état du site, c'est-à-dire vide, clôturé et mis en sécurité.</p> <p>Toutefois, l'exploitant n'a pas transmis les études et rapports sur la situation environnementale et sur les usages successifs, ni les propositions de l'usage futur qu'il envisage pour ce terrain, à la mairie.</p> <p>Concernant l'usage futur, le représentant de SNCF Réseau a expliqué que le terrain sera conservé en l'état afin de permettre à la SNCF de réaliser la maintenance en lien avec la gare des Grésillons.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmettra une copie des éléments prévus à l'article R.512-39-2 au maire.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Attestation mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/05/2024, article Article R 512-39-1 alinéa III
Thème(s) : Risques chroniques, mesures de mises en sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/06/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite qui avait été actée : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 2 mois
Prescription contrôlée : <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>L'exploitant n'a pas reçu le récépissé sans frais de cette notification. L'attestation ATTES-SECUR n'a pas pu être réalisée.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant reprendra contact avec la préfecture pour obtenir l'accusé-réception.</p> <p>Il transmettra l'attestation dite "ATTES-SECUR" au plus tard 2 mois après la réception de l'accusé-réception.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Effets de l'installation sur son environnement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/05/2024, article Article R 512-75 alinéa IV.4
Thème(s) : Risques chroniques, Effets de l'installation sur son environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/06/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 3 mois
Prescription contrôlée : <p>IV. La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.</p>
Constats : <p>Le terrain est déjà utilisé et aménagé par la société SCNF Réseau pour le passage des camions desservant les travaux d'interconnexion entre la gare RER des Grésillons et la future gare de la ligne 15 Ouest. La voie de transfert par ingestion ainsi qu'une contamination par dispersion de la potentielle pollution surfacique ont été ainsi éliminées.</p> <p>Toutefois, à la fin du chantier actuel, l'exploitant devra s'assurer que ce risque n'est pas de nouveau présent.</p> <p>De plus, l'absence de diffusion quelconque des polluants n'a pas été justifiée. L'exploitant a indiqué qu'il travaille sur la mise en place d'un suivi des eaux souterraines avec le bureau d'études qui l'accompagne.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant fournira le plan de surveillance mis en place ainsi que les premiers résultats d'analyses.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Mémoire de réhabilitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2021, article Article R.512-39-3 alinéa I
Thème(s) : Risques chroniques, Réhabilitation du terrain
Prescription contrôlée : <p>Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet <u>dans les six mois</u> qui suivent l'arrêt définitif un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés.</p> <p>Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p>
Constats : <p>L'exploitant a déclaré avoir demandé au bureau d'études l'accompagnant de réaliser l'attestation dite "ATTES-MEMOIRE". Le bureau d'études lui a indiqué que la production de cette attestation se fait après celle dite "ATTES-SECUR".</p> <p>L'inspection des installations classées a rappelé que les deux attestations n'étaient pas liées ni obligatoirement consécutives. L'ATTES-MEMOIRE peut être produite si l'ATTES-SECUR ne l'est pas.</p> <p>L'exploitant a également indiqué que ne pas avoir connaissance du délai de production de l'ATTES-MEMOIRE.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant devra fournir l'ATTES-MEMOIRE.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois